

La mondialisation : acteurs, flux et débats

L'iphone est un produit fabriqué en Chine à partir de composants venus de toutes les parties du monde pour être ensuite diffusé à l'échelle de la planète. Ce produit illustre la puissance et le rayonnement des multinationales américaines puisqu'il est le produit phare d'Apple. L'iphone est donc un produit emblématique de la mondialisation, un système qui se définit par un ensemble de processus organisationnels et matériels qui renforcent l'interdépendance des lieux, des économies et des sociétés à l'échelle mondiale. La mondialisation est menée par des acteurs qui ont un pouvoir d'influence à l'échelle mondiale à travers leur politique. Ce système qui favorise des flux, c'est-à-dire des personnes, des biens, des matériels ou des informations qui circulent sur un réseau connaît des dérives et est très critiqué.

Il semble alors pertinent de se demander pour quelles raisons les processus de la mondialisation impulsés par les stratégies de multiples acteurs font l'objet de multiples débats.

Nous verrons tout d'abord que la mondialisation est un processus mené et organisé par des acteurs puissants et variés qui entraîne d'important flux en augmentation à l'échelle mondiale (partie 2) et qui suscite des débats et des contestations (partie 3).

La mondialisation est d'abord rendue possible par l'intervention de multiples acteurs, mais leur relation à ce système diffère en fonction du rôle qu'ils assument.

Les organisations internationales comme l'ONU (Organisation des Nations Unies), le FMI (Fonds Monétaire International) ou encore l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), mais aussi régionales comme L'UE, le MERCOSUR, l'ASEAN ou l'ALENA (organisations qui sont pour le libre-échange et le marché commun), ont favorisé la libéralisation économique et financière pour des échanges plus simples. C'est une doctrine économique qui vise à diminuer les interventions de l'Etat pour donner plus de liberté aux forces du marché. Depuis plusieurs années la réduction des tarifs douaniers a été impressionnante; ainsi aujourd'hui les taux de droit de douane varient entre 5% et 20% selon les marchandises.

Cette diffusion du libéralisme mène à l'émergence de grands empires commerciaux mondiaux : les firmes multinationales. Ces entreprises implantées dans de nombreux pays et qui réalisent la majeure partie de leur chiffre d'affaire en dehors de leur pays d'origine sont les acteurs majeurs de la mondialisation. Elles représentent plus de 20% du PIB mondial et réalisent 2/3 du commerce international. Ces firmes profitent de l'ouverture des frontières pour accéder à tous les avantages de tous les pays. Elles profitent des zones franches qui sont des territoires bénéficiant d'avantages fiscaux ou douaniers. Elles pratiquent la division internationale du travail (il s'agit d'une stratégie d'optimisation des coûts par la répartition dans l'espace des différentes étapes du processus de production d'un bien ou d'un service). Au Nord sont localisés les centres de direction et de recherche, des clusters qui sont des espaces géographiques délimités dans lesquels on essaye de regrouper des chercheurs et ingénieurs. Au Sud sont localisées les unités de production où la main d'œuvre est moins chère et où les normes environnementales sont basses. On retrouve toute ces stratégies économiques chez la firme multinationale japonaise automobile Toyota qui a implanté son centre financier à Londres pour profiter d'avantages fiscaux, qui crée et innove dans les pays du Nord notamment grâce à son investissement dans la Silicon Valley, mais qui produit ses marchandises majoritairement en Asie du sud-est.

Néanmoins, les firmes multinationales sont soumises à d'autres acteurs qui tentent de les réguler. En effet, pour mieux contrôler le processus de mondialisation, l'ONU ou encore les huit états les plus riches (G8) coordonnent leurs politiques économiques. Depuis 1999, les pays émergents (c'est-à-dire les pays en développement dont la croissance économique rapide s'explique par une bonne intégration dans les échanges commerciaux mondiaux) sont parfois invités à participer aux discussions sur les grands

problèmes économiques (G20). Ces acteurs institutionnels semblent cependant perdre de leur importance face aux stratégies des firmes multinationales. Par exemple les Etats ne semblent pas pouvoir entraver le processus de délocalisation. Cependant, ils n'en restent pas moins des acteurs majeurs de la mondialisation. En effet, si les firmes multinationales ignorent de plus en plus les frontières, les États, eux, ont la possibilité d'attirer des capitaux et des emplois en aménageant leurs territoires par la création ou l'amélioration d'infrastructures portuaires, la création de zones-franches comme à Singapour ou en Irlande. Ils jouent également un rôle régulateur de la mondialisation avec des aides ou l'imposition de taxes.

L'ensemble de ces acteurs, institutionnels ou non interviennent dans la mondialisation principalement en impulsant et en favorisant les échanges internationaux.

Ces échanges internationaux, multipliés et accélérés par un ensemble de progrès techniques et politiques, sous l'impulsion des acteurs de la mondialisation, sont extrêmement diversifiés, ils peuvent être matériels, immatériels ou humains.

Les flux matériels qu'il s'agisse de matières premières agricoles (blé, soja, café...), minières (or, charbon) ou énergétiques (particulièrement les hydrocarbures) ne cessent de croître. Le commerce international est devenu le moteur de l'activité économique mondiale et connaît un essor continu en raison de l'abaissement des droits de douane, des progrès techniques et de la baisse du coût des transports devenus multimodaux. De nos jours, 80% des flux matériels sont des flux maritimes. La révolution des transports maritimes, grâce à la conteneurisation (généralisation du transport de marchandises dans des conteneurs), a permis l'essor des échanges de marchandises.

De même, les flux immatériels sont en augmentation dans la mondialisation. Ils comptent les flux de services qui se sont très rapidement développés et représentent désormais 20% de la valeur du commerce mondiale. Ils comptent aussi les flux d'informations qui sont de plus en plus rapides grâce à l'avènement de l'Internet, des satellites et des téléphones portables et qui permettent de communiquer et d'accéder à des informations de façon instantanée sur toute la planète. De plus, les flux immatériels comptent aussi les flux de capitaux qui constituent 15% des flux mondiaux et qui sont en pleine croissance.

Le système mondialisé accroît et multiplie non seulement les biens matériels et immatériels mais aussi les flux migratoires. En effet les hommes sont de plus en plus mobiles. En 1975 par exemple, on comptait 77 millions de migrants internationaux, tandis qu'en 2012 on en compte 220 millions. Ces importantes mobilités ont des causes multiples. Les flux de réfugiés, victimes de guerres ou de la répression politique qui quittent leur pays d'origine, sont pris notamment en charge à l'échelle mondiale par le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) qui a recensé près de 43 millions de réfugiés en 2010. Les causes peuvent aussi être touristiques, climatiques, professionnelles avec l'exemple du *Brain Drain* qui est la migration vers les pays développés des travailleurs qualifiés, ou encore économiques à cause par exemple de mauvaises conditions de vie dans le pays d'origine ou de chômage.

La mondialisation entraîne donc la multiplication de flux de toute nature ; matériels, immatériels ou humain. Cependant on peut se demander si ce système mondialisé n'est pas en train de ralentir.

En effet, la mondialisation connaît des dérives et est de plus en plus contestée.

Le phénomène est peut-être en train de ralentir voire de s'inverser. En effet, en 2015 pour la première fois le volume d'échange de marchandises a baissé. Ce ralentissement est dû aux nouvelles frontières et à la création de nouveaux États tels que la nouvelle frontière entre le Soudan et le nouveau Soudan du Sud. De plus, pour se protéger contre les conséquences négatives de la mondialisation, certains Etats renforcent leurs frontières comme les Etats-Unis qui ont renforcé leur frontière avec le Mexique pour lutter contre l'immigration illégale. Toutes ces nouvelles frontières sont des limites au processus de la mondialisation et permettent de se protéger de ses dérives.

Ce processus engendre effectivement plusieurs conséquences néfastes, comme les paradis fiscaux, c'est-à-dire des pays où la réglementation monétaire et la fiscalité sont plus favorables que dans le reste du monde (comme aux Bahamas ou encore au Panama). Ces paradis fiscaux sont beaucoup utilisés par les

firmer multinationales pour minimiser leurs impôts. C'est le cas de l'entreprise Apple qui bénéficie d'un considérable avantage fiscal à grâce à son implantation en Irlande où elle ne paie que 0,5% d'impôts contre 30% en France. Ils sont aussi utilisés par les organisations illicites telles que les mafias ou les réseaux de trafiquants de drogue, d'armes ou de clandestins qui ont recours au blanchiment d'argent et qui profitent de la mondialisation pour faire circuler plus facilement leur marchandises. De plus, sur le plan environnemental, la mondialisation a de lourdes conséquences comme en Chine avec la très forte pollution atmosphérique due à l'industrie, ou encore la surexploitation des ressources comme celle du bois en Amazonie. Enfin, les spécificités culturelles des pays ont tendance à disparaître et à s'uniformiser : il en résulte un appauvrissement culturel et social. Les gens délaissent leurs coutumes et leurs modes de vie car pour accroître leurs parts de marché, les firmes multinationales produisent en grandes séries des produits standardisés. Elles parviennent ainsi à façonner un modèle unique de consommateur à l'échelle mondiale, comme le prouve par exemple la chaîne de restauration McDonald's implantée dans 116 pays.

Néanmoins, face à toutes ces dérives de la mondialisation, plusieurs acteurs luttent et prônent une autre mondialisation. C'est le cas des altermondialistes qui pensent qu'un autre monde est possible. Tout d'abord, l'alter-mondialisme est un mouvement regroupant des personnes et des associations qui condamnent l'actuelle mondialisation libérale tout en proposant sa réforme. Ces acteurs non institutionnels qui sont pour un monde plus solidaire et plus respectueux de l'environnement prônent le principe de subsidiarité qui est une maxime politique et sociale selon laquelle la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même. Ce mouvement est composé de plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) qui sont des associations à but non lucratif et qui entretiennent un rapport autonome avec les puissances, qu'elles soient publiques ou privées. Certaines d'entre elles telles que Greenpeace, WWF ou ATTAC contestent de façon virulente la mondialisation ou du moins ses dérives. Elles utilisent massivement internet, lancent des campagnes d'information internationales, des pétitions, publient des rapports annuels.... En effet c'est l'engagement permanent de Greenpeace contre la chasse des baleines, d'Oxfam pour la réforme de la politique agricole commune, du WWF pour la création d'aires protégées et la protection des espèces menacées qui contribuent au maintien de ces questions sur l'agenda international. Cependant en plus des ONG, certains acteurs locaux de la société civile s'approprient également les problématiques liées à la mondialisation, pour en dénoncer certains aspects ou valoriser d'autres manières de faire. C'est le cas de l'Association de Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) qui grâce à son système de rémunération des producteurs par les clients locaux en échange d'un panier hebdomadaire de produits agricoles locaux, assure des produits de qualité, favorise les emplois dans les régions et respecte l'environnement. De plus, dans les années 2000, plusieurs forums internationaux rassemblent les différents acteurs de la mondialisation, c'est à dire les entreprises, la société civile ainsi que les Etats pour discuter des questions concernant l'avenir de la planète. C'est la gouvernance mondiale. L'un des forums le plus connu est le Forum Social Mondial (FSM) qui s'est réuni pour la première fois à Porto Alegre en 2001 et à Montréal cette année et qui cherche comme les ONG à mobiliser l'opinion publique internationale.

Pour conclure, la mondialisation est un processus qui s'accélère au XXème siècle avec la création des organisations internationales et régionales et qui favorisent les échanges mondiaux au profit des grandes firmes multinationales qui sont considérées comme les acteurs majeurs de la mondialisation. Ces firmes multinationales tirent leur puissance financière de leur stratégie mais aussi de la division internationale du travail.

Néanmoins, certaines instances internationales essaient d'encadrer et diriger la mondialisation. C'est le cas de l'OMC, du FMI ou encore des sommets informels du G8 et du G20. De plus ce phénomène d'accélération de la mondialisation a un impact sur les modes de transports et augmentent ainsi les flux dans le monde, qu'ils soient matériels, immatériels ou humains.

Malgré cela, ce phénomène est en train de ralentir avec la création de nouvelles frontières et de nouveaux Etats qui sont autant de limites au processus de la mondialisation. Au vu des nombreuses et

différentes dérives de ce système mondialisé, des Etats et de nombreux acteurs de la société civile (dont les ONG qui prônent l'alter-mondialisme et le principe de subsidiarité) œuvrent à la surface de la planète en formant des forums et des groupes de pression et en utilisant pleinement les avantages des moyens médiatiques et de communication qui sont à leur portée pour faire entendre leurs voix

Cependant, la gravité de la crise actuelle ébranle de nombreuses convictions des libéraux habituellement opposés aux altermondialistes. Ainsi, en 2013, le FMI reconnaît que les politiques d'austérité n'ont pas relancé la croissance économique et ont amplifié les problèmes sociaux.

Sara (Novembre 2016)